Récif 02 s'oppose aux droits du foetus

MAXIME AUBRY
stagiaire, maubry@lequotidien.com

CHICOUTIMI - La Table de concertation des groupes de femmes du Saguenay s'oppose formellement au dépôt d'une motion visant à reconnaître le foetus comme une personne indépendante de la mère. Récif 02 demande aux députés fédéraux de la région de convaincre leur chef d'imposer la ligne de parti contre cette motion.

En présentant la motion M-312 à la Chambre des Communes, le député conservateur Stephen Woodworth souhaite la création d'une commission spéciale afin d'étendre la personnalité juridique du foetus. Ce faisant, 12 députés, dont sept du parti au pouvoir, décideraient s'il est nécessaire de revoir la définition du Code criminel en matière du droit à l'avortement.

« On a envoyé une lettre aux députés fédéraux de la région pour leur demander de voter contre cette motion et de convaincre leur chef d'imposer une ligne de partie. On considère que le choix d'avortement revient à la femme. Cette motion pourrait mettre des barrières aux droits de la femme », explique l'agente de développement de Récif 02, Julie Sheinck.

En 2008, un projet de loi sur le sujet (C-484) avait soulevé des contestations au Canada. Le déclenchement d'une élection générale avait fait avorter le projet. Le député de Kitchener, Stephen Woodworth, souhaite maintenant ramener le dossier à l'ordre.

Mme Sheinck est consciente que la présence majoritaire des conservateurs à la Chambre des Communes pourrait faire obstacle à ses demandes. Néanmoins, Récif 02 espère que le premier ministre respectera ses engagements électoraux.

« Les conservateurs sont très pro-vie, mais Harper avait fait la promesse aux dernières élections de ne pas rouvrir le dossier. M. Woodworth se base sur les nouvelles avancées technologiques pour revenir au débat » se désole Mme Sheinck.

Le point de vue intégral de Récif 02 est disponible dans le carrefour du lecteur du site web du *Quotidien*. ❑

Un an de gouvernement Harper : les critiques sont nombreuses

Mise à jour le mercredi 2 mai 2012 à 17 h 21 HAE

Le premier ministre Stephen Harper lors de sa victoire aux élections fédérales du 2 mai 2011. © PC/Jeff McIntosh

Alors que le premier ministre Stephen Harper souligne la première année de l'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire, la population exprime de nombreuses critiques dans la région.

La coordonnatrice de la table de concertation des groupes de femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean Récif 02, Audrée Villeneuve, affirme que ce sont les pauvres et les femmes qui écopent depuis l'élection du gouvernement Harper.

Elle déplore aussi que la question de l'avortement refasse surface. « Ça nous inquiète énormément parce que ça va nous reculer 30 ans en arrière, indique Mme Villeneuve. Juste le fait d'aborder l'avortement, c'est pour nous une aberration totale. »

La porte-parole de l'Association pour la défense des droits des retraités, Marthe Vaillancourt, croit pour sa part que la retraite à 67 ans, proposée par les conservateurs, est une catastrophe.

« Les ainés se disent : "mais comment je vais faire si je ne peux pas travailler jusqu'à 67 ans et je me sens coincé." Cette insécurité-là, moi, je ne peux pas la pardonner aux conservateurs », soutient Mme Vaillancourt.

De son côté, le président de la Chambre de commerce de Saguenay, Éric Dufour applaudit à l'intérêt économique du gouvernement. « Après une année, c'est effectivement un gouvernement conservateur majoritaire qui a pris des décisions qui étaient difficiles, mais somme toute bien reçues par les gens d'affaires. Mais ce n'est pas, évidemment, un gouvernement avec un budget social », reconnaît-il.

Actualités

Politique municipale au Saguenay-Lac-Saint-Jean

Une étude questionne la place des femmes

Audrée Villeneuve et Julie Sheinck croient que le pourcentage de femmes en politique municipale pourrait s'améliorer pour l'élection de novembre 2013. (Photo Gimmy Desbiens)

STÉPHANE BÉGIN
sbegin@lequotidien.com

ALMA — Si le Saguenay-Lac-Saint-Jean souhaite avoir plus de femmes dans les conseils municipaux, les élus en place doivent faire en sorte de les solliciter. Et comme une élection générale se déroulera en novembre 2013, le temps est propice pour agir en ce sens.

Julie Sheinck a réalisé un portrait régional des élues municipales dans le cadre de sa maîtrise en études et intervention régionale à l'UQAC. Elle l'a publié en collaboration avec la Table de concertation des groupes des femmes Saguenay-Lac-Saint-Jean.

La région au 15e rang

Et ce portrait dévoile que la région arrive au 15e rang avec 24,6 % pour cent de femmes à un poste de conseillère municipale et au septième échelon avec 16,8 pour cent de femmes à la mairie. Au lendemain de l'élection de 2009, le Saguenay-Lac-Saint-Jean comptait huit mairesses (9 en 2012) et 79 conseillères municipales (77 en 2012).

« Il y a toujours place à l'amélioration. Il est certain qu'il serait intéressant d'avoir une plus grande représentation féminine au sein des municipalités régionales. Cette étude nous permet d'établir le portrait type des femmes en politique, de connaître les raisons pour lesquelles elles hésitent à se lancer », explique l'auteure de l'étude.

Nombreuses rencontres

Julie Sheinck a essayé d'obtenir la meilleure représentation possible auprès des Municipalités régionales de comté (MRC). Elle a rencontré des élus et tenu des focus groupe. L'étudiante universitaire a discuté avec 23 anciennes élues, 35 femmes qui étaient en postes et 11 autres qui ont obtenu un premier mandat en politique.

« L'une des principales raisons qui font que les femmes hésitent à se lancer en politique, c'est leur famille. Elles attendent souvent que les enfants soient plus âgés avant de tenter leur chance. Et lorsqu'elles décident de faire le saut, c'est souvent parce qu'elles ont été sollicitées par le maire ou des conseillers en place. Cette approche directe fonctionne assez bien », ajoute Mme Sheinck.

Dans 37 pour cent des cas d'ailleurs, cette approche des élus en place ou de l'entourage ont incité les femmes à au moins réfléchir à l'idée.

« Si les hommes ont tendance à accepter immédiatement une invitation de ce genre, les femmes vont souvent dire non au premier contact. Par la suite, elles vont réfléchir à l'idée et certaines vont finir par dire oui. »

Mentorat

D'où l'importance pour les gens de la Table de concertation de relancer le programme de mentorat en politique municipale.

« Nous nous rendons compte qu'il faut approcher les élus en place afin qu'ils interpellent les femmes pour les attirer vers la politique. Nous pouvons possiblement augmenter le nombre de candidates. Ce programme permet à une femme de bénéficier de l'accompagnement d'une élue ou l'ayant déjà été dans sa réflexion et dans ses démarches la menant à l'élection de 2013 », indique Audrée Villeneuve, coordonnatrice de la Table de concertation des groupes de femmes Saguenay-Lac-Saint-Jean. ❑